

Convention collective départementale

IDCC : 1564. – **INDUSTRIES ET MÉTIERS DE LA MÉTALLURGIE
ET CONNEXES DE SAÔNE-ET-LOIRE**

(23 octobre 1989)

(Etendue par arrêté du 30 juillet 1990,
Journal officiel du 4 août 1990)

■ *Journal officiel* du 18 novembre 2005

**Arrêté du 8 novembre 2005 portant extension d'un avenant à la
convention collective de la métallurgie de Saône-et-Loire
(n° 1564)**

NOR : SOCT0512278A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 19 février 1981 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 10 juin 2004, portant extension de la convention collective de la métallurgie de Saône-et-Loire du 29 avril 1980, mise à jour le 21 juin 1995, et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant relatif aux salaires du 21 juin 2005 à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 22 septembre 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective de la métallurgie de Saône-et-Loire du 24 avril 1980, mise à jour au 21 juin 1995, tel qu'étendu par l'arrêté du 26 février 1996, les dispositions de l'avenant, relatif aux salaires, du 21 juin 2005 à la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 novembre 2005.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
des relations du travail :

Le sous-directeur de la négociation collective,

P. FLORENTIN

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/32, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.